

LA FINANCE AU SEIN DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR FRANÇAIS EN 2010

MICHEL LEVASSEUR *

Au cours de ces quarante dernières années, la place des enseignements de la finance au sein de l'enseignement supérieur français a considérablement évolué. Modeste à la fin des années 1960, elle est devenue prépondérante dans nombre de cursus des années 2000.

195

Ce changement a été provoqué par :

- l'évolution fantastique des marchés et des institutions financières qui a fait apparaître un besoin en jeunes diplômés initiés aux derniers développements de la finance ;
- corrélativement, un affaiblissement constant des activités industrielles dans le pays qui a eu pour conséquence de détourner de plus en plus les jeunes les plus performants des débouchés dans ce domaine ;
- un développement sans précédent des savoirs théoriques qui a permis l'émergence de cursus complets et attrayants pour les jeunes ;
- la massification de l'enseignement supérieur qui a permis de toucher un public de plus en plus large ;
- le développement d'Internet qui a accéléré la diffusion des connaissances ;
- et une pénétration de la finance dans nombre d'activités connexes qui a conduit à une élévation des exigences de formation dans le domaine.

* Professeur, faculté de finance, banque, comptabilité (USDL), SKEMA Business School, université Lille Nord de France.

UNE DISCIPLINE AU CONTENU GLOBALISÉ

En 1970, le nombre d'étudiants en France n'était que de 850 000 environ, contre plus de 2,2 millions aujourd'hui. Ils étaient donc bien moins nombreux il y a une quarantaine d'années et ceux qui recevaient un enseignement en finance représentaient une infime minorité. On les trouvait suivant les cours spécialisés proposés principalement par certaines facultés de sciences économiques ou au sein de quelques écoles de commerce qui avaient déjà réalisé leur mutation pour se rapprocher du modèle des *business schools* américaines (HEC, Insead, Essec). La diffusion des enseignements financiers était de ce fait très limitée. Par ailleurs, les contenus des cours étaient encore très marqués par les spécificités françaises. Une place considérable était accordée à la compréhension des états comptables avec une emphase sur les particularités de la normalisation nationale (le plan comptable). Le financement des entreprises était encore largement abordé sous l'aspect de la distribution des crédits et sur la place des diverses institutions. L'examen des relations entre les banques et les entreprises était essentiel. C'était l'époque florissante du développement de l'analyse financière « à la française » avec son triptyque : fonds de roulement, besoin en fonds de roulement, trésorerie. Une place plus réduite était accordée à l'enseignement des marchés financiers où n'étaient principalement exposés que les fonctionnements des marchés d'actions et d'obligations. La comparaison des manuels parmi les ouvrages diffusés à l'époque est très illustrative. Le « Depallens » dominait le marché de l'édition en France (Depallens, 1967). Le « Van Horne » était l'un des manuels standards aux États-Unis (Van Horne, 1971). Le premier ignorait pratiquement nombre de thèmes que le second abordait déjà abondamment, comme le coût du capital, la structure optimale, la politique de dividendes... Ces questions étaient encore perçues comme décalées par rapport à l'environnement national et beaucoup trop théoriques.

De 1970 à 2000, nous avons assisté à une évolution quantitative et qualitative des enseignements de la finance. Ces derniers ont pris une place prépondérante au sein des écoles de gestion qui ont connu par ailleurs une croissance vive de leurs effectifs et une augmentation étonnante de leur capacité à attirer de bons étudiants. Ils se sont diffusés bien au-delà, naturellement au sein de départements de facultés de sciences économiques, mais aussi dans nombre de cursus d'écoles d'ingénieurs, voire de départements de sciences (mathématiques appliquées, en particulier). Les cours de finance se sont non seulement multipliés au sein de ces établissements, mais aussi diversifiés autour de trois grands axes : marchés financiers, finance d'entreprise, banque

et économie monétaire. Cette évolution a été nourrie par le développement des innovations financières dans nos économies. À titre d'exemple, les enseignements sur les produits dérivés ont suivi, voire même précédé, la création de marchés comme ceux du Matif ou du Monep. Le cas le plus connu fut celui du fameux DESS 203 de Dauphine, créé par Yves Simon. Ainsi, au fur et à mesure, sont apparus nombre de cursus spécialisés sous la forme de DESS, puis de masters au sein des universités ou de mastères au sein des grandes écoles. Si l'on compare la France à ses voisins, elle ne souffre guère aujourd'hui d'un manque d'offres de formation en finance. La communauté académique française, comme celles de bien d'autres pays, a été très réactive et n'a manifesté aucun retard dans les besoins d'adaptation.

Les disparités de contenu que nous relevions il y a quarante ans ont progressivement disparu aujourd'hui. Les dimensions nationales sont devenues quasiment inexistantes. La finance est une discipline qui s'enseigne de la même façon aujourd'hui à Chicago, à Paris ou à Singapour. La raison en est simple. L'innovation financière s'est largement diffusée. L'activité est mondiale et globale. Les mécanismes sont pratiquement les mêmes partout. Les terminologies sont identiques. L'étude d'un *call* ou d'un *swap* s'aborde de la même façon.

À cela s'ajoutent trois facteurs :

- l'homogénéisation des contenus a eu pour conséquence l'émergence dans le domaine de l'édition de manuels *stars*. L'exemple le plus remarquable est certainement celui de l'ouvrage de John Hull sur les produits dérivés (Hull, 2009). Il est difficile de trouver une université où il ne serait pas utilisé ou encore une salle de marché où des professionnels l'ignoraient. En fait, l'importance du marché mondial a permis à quelques éditeurs d'investir lourdement et de proposer des produits très élaborés. Les coûts d'entrée sont devenus élevés et les enseignants sont incités à utiliser un peu partout les mêmes ouvrages très bien faits et accompagnés le plus souvent de ressources pédagogiques mises à disposition gratuitement ;
- les connaissances circulent à présent très vite. Il y a encore trente ans, il était difficile d'accéder à la littérature scientifique grise (*working papers*, communications...). Aujourd'hui, les enseignants en finance reçoivent quotidiennement sur leur ordinateur des dizaines de papiers de recherche produits partout dans le monde. Grâce à Internet, le développement du réseau SSRN (Social Science Research Network) a eu un effet fabuleux dans le domaine. Le problème est beaucoup plus de traiter cette masse considérable d'information ;
- les centres d'enseignement supérieur et de recherche disposent de plus en plus d'un accès aux mêmes grandes bases de données profes-

sionnelles ou de recherche. S'il s'agit le plus souvent d'instruments pour la recherche, c'est aussi un moyen fantastique pour obtenir des données récentes qui permettent d'illustrer ou de compléter des contenus de cours.

LES ADAPTATIONS NÉCESSAIRES D'UN MARCHÉ À MATURITÉ

En 2010, l'enseignement de la finance apparaît comme une activité qui a atteint un stade de maturité. La croissance forte est derrière nous. La dernière crise financière a marqué les esprits. Même si l'engouement de nombreux jeunes pour les métiers de la finance n'a pas diminué, la dynamique n'est plus la même. Les offreurs de formation sont donc confrontés aux problèmes posés par un marché global où les produits sont très homogènes et où les offres sont abondantes. À quoi doivent-ils s'attendre? La réponse paraît évidente : à des exigences accrues à la fois de leurs « clients » (les étudiants) et de ceux qui les recrutent (les entreprises). Sans prétendre à l'exhaustivité, il nous semble que plusieurs orientations stratégiques devraient être privilégiées.

198

La culture de la qualité

Les contenus des enseignements doivent s'appuyer sur des supports incontestables et facilement identifiables au plan international. Les cours doivent être irrigués, d'un côté, par les derniers développements de la recherche et, de l'autre côté, par une observation continue des pratiques. Des investissements pédagogiques doivent être suffisamment importants pour améliorer l'efficacité dans la transmission des connaissances et l'acquisition de compétences. Des objectifs ambitieux ne peuvent être atteints que si les organisations acceptent de mettre en place de véritables démarches de qualité, de s'auto-évaluer et d'être évaluées. En ce sens, il faut bien reconnaître que les écoles de gestion ont acquis un réel avantage dans le domaine en se soumettant à des procédures exigeantes d'accréditation internationales comme AACSB (Association to Advance Collegiate Schools of Business) ou EQUIS (European Quality Improvement System). Les formations universitaires (à l'exception de Dauphine et de l'IAE - Institut d'administration des entreprises - d'Aix-en-Provence) uniquement soumises au regard d'une agence nationale encore peu professionnalisée sont dans une situation plus délicate. C'est pourquoi, par exemple, la faculté de finance, banque, comptabilité de l'université de Lille 2, au sein de laquelle j'enseigne, a choisi avec succès de se faire certifier ISO 9001 depuis cinq ans.

La segmentation de l'offre

Le monde de la finance est devenu très complexe. Il est difficile, à moins d'être une institution de grande taille, de pouvoir couvrir tous les champs de la discipline. Les offreurs de formation doivent se spécialiser, découvrir des niches et les occuper de manière efficace. Certaines formations, comme le fameux Master probabilités et finance de Nicole El Karoui à l'université Paris VI, ont déjà atteint une renommée internationale exceptionnelle. Mais cet effort de spécialisation n'engage pas que les formations les plus élitistes. Il intéresse tout le champ. Dans bien des cas, il peut s'agir de répondre à une demande des milieux bancaires ou financiers locaux. C'est pourquoi depuis vingt ans, nous travaillons à Lille (dès la même époque, c'était également le cas à Caen, Nancy ou Nantes) avec le Centre de formation de la profession bancaire (CFPB) pour proposer en partenariat des formations d'abord d'IUP (institut universitaire professionnalisé) et aujourd'hui de masters.

S'ouvrir à des domaines adjacents

La « financiarisation » de nombreuses activités conduit à un besoin de personnel non spécialisé en finance, mais disposant cependant de solides compétences dans le domaine. L'exemple le plus évident est celui des professions comptables. Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) ont fait pénétrer dans la pratique de nombreux concepts et raisonnements financiers. Nous avons renforcé, au sein de notre faculté à Lille, la place des enseignements de finance parmi les cursus comptables pour répondre efficacement à ces nouveaux besoins. Nous pensons que c'est un avantage comparatif de nos équipes. Dans un tout autre domaine, nous avons pu développer avec une école d'agronomie de la région (ISA - Institut supérieur d'agriculture de Lille) un cursus mixte qui permet à leurs ingénieurs de mieux maîtriser les dimensions de la gestion patrimoniale des exploitations.

199

Investir dans la « marque »

Le propos peut paraître iconoclaste, venant d'un universitaire. Mais force est de constater qu'aujourd'hui, de plus en plus, les étudiants (et pas les moins bons !) recherchent une formation pour la renommée de l'établissement qui la dispense, non pour son contenu. Le monde de la formation supérieure est devenu dans nos domaines un *business* de marque. Rien ne sert de le déplorer. C'est une réalité dure qu'il faut affronter. Il n'y a rien de plus coûteux que de vouloir développer une marque. Cela prend beaucoup de temps, exige souvent beaucoup de moyens et reste aléatoire quant à la réussite. Cette recherche de la

marque pénalise les établissements les moins reconnus. Par ailleurs, il ne faut pas se faire d'illusion : le nombre potentiel de marques fortes est réduit à l'échelle de la France. Cela a une implication directe que le monde de l'enseignement supérieur français est en train d'affronter. Les offreurs de formation doivent se concentrer autour de quelques marques ombrelles. Nous croyons beaucoup à Lille à la synergie potentielle dans les regroupements entre universités et écoles. Nous avons fusionné nos équipes de recherche avec celles du groupe SKEMA Business School et nous développons systématiquement de nombreux programmes.

De 1980 à 2000, les universités et les écoles françaises ont fait un travail remarquable pour proposer une offre de formation de qualité en finance. Elles ont puissamment contribué à former des spécialistes non seulement pour les établissements français, mais aussi pour de nombreux autres établissements à l'étranger. Aujourd'hui, elles traversent une période marquée par les grands remous de la dernière crise financière et par la prise de conscience nationale que le système d'enseignement dual français (universités/écoles) devrait dépasser ses limites et améliorer sa compétitivité au plan international. Dans un contexte qui n'est plus celui de la croissance explosive, tout ceci invite les responsables de cursus en finance à mettre en œuvre les évolutions stratégiques qui s'imposent. Nous avons essayé d'en esquisser quelques-unes.

200

BIBLIOGRAPHIE

- DEPALLENS G. (1967), *Gestion financière de l'entreprise*, Sirey, 1^{ère} édition.
- HULL J. (2009), *Futures et options : principes fondamentaux*, Pearson France, 6^{ème} édition.
- VAN HORNE J. C. (1971), *Fundamentals of Financial Management and Policy*, Englewood Cliffs (New Jersey) : Prentice Hall, 1^{ère} édition.